

D 980 BRÉSIL: TRAVAIL ESCLAVAGISTE EN RURAL

On connaît la gravité des conflits sur la propriété de la terre dans les immensités de l'intérieur du pays, avec son cortège d'exactions et de morts (cf. DIAL 927). On connaît moins la condition des "péons", les ouvriers agricoles payés à la tâche dans les grands domaines fonciers en cours de constitution au Brésil (cf. DIAL D 692). Nous en donnons ci-dessous un exemple, à travers le cas du domaine Rio Cristalino, propriété de Volkswagen do Brasil S.A., dans l'Etat du Pará. En premier document, nous transcrivons le rapport fait récemment par des journaliers sur les conditions sociales et sanitaires inhumaines faites aux employés des sous-traitants du barrage hydro-électrique de Tucuruí, dans ce même Etat du Pará. A l'heure de la mise en eau de ce complexe parmi les plus importants du monde, il n'est pas inutile de rappeler tous les scandales - dont celui de l'exploitation forestière - dont la réalisation du projet a été entourée.

Note DIAL

1- Le travail de déboisement au barrage de Tucuruí

RAPPORT DES BÛCHERONS DE TUCURUÍ

Une annonce a été passée à partir du 30 juin 1984 à Radio-Cultura de Linhares, dans l'Espírito Santo, pour embaucher des travailleurs: On recherche des tronçonneurs et des ouvriers. Les intéressés devaient s'adresser à côté de la gare routière de la Société Aguia Branca, en demandant Mme Arlette, femme de M. Rainor Grecco, ou M. Rainor lui-même. Là on prendrait note des noms des personnes intéressées et de leurs adresses.

Etant donné que la plupart d'entre nous étaient chômeurs, on a été s'informer pour savoir de quoi il s'agissait:

- 200.000 cruzeiros par mois (1), sans frais de vêtements, de chaussures, de médicaments et de cantine. De plus le travail fourni de 11 H du matin à 16 H était payé en heures supplémentaires.
- Pendant 45 jours on avait droit au demi-tarif pour les voyages à Linhares.
- L'assurance-vie, en cas de décès, représentait une prime pour la famille de 10 millions de cruzeiros.

Nous avons été en plus informés du jour et de l'heure du départ des autocars.

(1) Le salaire minimum était à cette date de 97.176 cruzeiros (NdT).

Le jour dit, les contrats ont été signés juste avant le départ des autocars. Les gens faisaient la queue, signaient le contrat et montaient dans l'autocar sans avoir la possibilité de lire ce qu'ils signaient, sur la seule parole de notre patron, M. Rainor. Après avoir signé, chacun a reçu 50.000 cruzeiros qu'il pouvait laisser à la famille qui se trouvait là au moment du départ. L'affaire a été tellement rapide qu'on n'avait pas le temps de réfléchir. Tout le monde a signé et a monté dans les autocars.

Le premier groupe est parti le 4 juillet dans trois autocars de la São Gabriel, avec une quarantaine de travailleurs dans chaque. Le deuxième groupe est parti le 13 juillet dans un autocar de la société Aguia Branca, avec une quarantaine de personnes, et le troisième groupe est parti le 14 juillet dans un autre car de la même société.

Les autocars ont été directement à Tucuruí. Les travailleurs ont débarqué au camp, ils ont attendu les outils et ils ont chargé des bâches dans les camions. Après, nous avons embarqué pour la forêt.

Pour commencer on était à 80 km de Tucuruí, dans le secteur 1, et après on a été dans le secteur 2, à 150 km de Tucuruí. Pendant les six premiers jours, on a fait les déplacements tous les jours. Après, on a laissé le camp et on s'est installé dans la forêt. Là, on a été réparti en équipes de 11 travailleurs. Il y avait en tout 16 équipes. Chacune avait son camp, à deux kilomètres de distance les uns des autres, mais parfois moins loin. Nous, on se trouvait déjà près de Serra Pelada.

Les conditions de vie au camp

- Une cabane en branches, certaines recouvertes de toile plastique, de 5 m sur 7 m, pour chaque équipe de 11 travailleurs.
- Les uns dormaient dans des hamacs, les autres sur des paillasses.
- On faisait la cuisine au camp. Les produits venaient de Tucuruí, envoyés par Rainor Grecco: 1 sac de riz, 1 de haricot noir, 1 de farine de manioc, 1 bidon d'huile et les condiments, parfois de la gnôle, des pâtes, du sucre, du café.
- Les médicaments étaient retenus sur le salaire.
- Si les produits envoyés pour un mois ne suffisaient pas, le supplément était retenu sur le salaire.

Le travail et les promesses

En plus du salaire de 200.000 cruzeiros, on pouvait aussi travailler à la tâche. En un mois chaque équipe devait abattre 11 alqueires (2). Si on en abattait plus, on recevait 200.000 cruzeiros par alqueire supplémentaire. Pour ce qui serait abattu en plus par l'équipe, la rétribution serait partagée entre les onze ouvriers.

Les promesses n'ont pas été tenues, en particulier pour la production par équipe et pour le salaire correspondant. Et surtout pour les soins médicaux. Les gens qui tombaient malades en forêt restaient sur place. Ils n'allaient à la baraque-hôpital de Tucuruí que quand ils allaient très mal. En fin août il y avait 80 travailleurs malades à la baraque-hôpital. Il en venait tous les jours.

Le docteur nous a dit: "Qu'est-ce que je vais faire de vous? Je n'ai pas la garantie que votre patron va me payer ce qu'il me doit. Ici, à l'hôpital,

(2) 1 alqueire: de 2,5 à 4 hectares selon les régions (NdT).

il n'y a que quatre lits par deux cents ouvriers. Alors, comment je vais faire? Surtout que pour cette maladie de Tucuruí, il n'y a qu'ici qu'on peut la soigner."

On n'avait aucun recours. On était renvoyé de partout. Les malades disaient: "Allons-nous-en, les gars, ici on va mourir à petit feu, loin de nos familles". Alors on s'est adressé à notre patron, M. Rainor: "On veut s'en aller, on n'a aucune assistance médicale ni rien. C'est des hommes que vous avez fait venir de Linhares, pas des prisonniers."

M. Rainor nous a répondu qu'on n'avait rien du tout, qu'on n'avait qu'à aller travailler, qu'il dépensait pas 200.000 cruzeiros par homme pour qu'on vienne faire le faiblard devant lui. On avait signé pour 90 jours; il fallait les faire, malade ou pas, y compris les dimanches. Avec certains ouvriers il donnait l'argent convenu. Pour d'autres il ne donnait que 30, 40 ou 50.000 cruzeiros.

Pour le voyage de retour, le prix de l'autocar a été décompté de Tucuruí à Vitória. Certains sont revenus en stop jusqu'à Linhares: ils ont mis vingt-trois jours pour arriver. La plupart des ouvriers n'ont eu droit à rien. Ils sont revenus à leur compte, certains presque en cachette.

Les ouvriers qui sont revenus ont été au syndicat pour connaître leurs droits. Ils sont malades. Ils ne vont pas trouver facilement du travail. Ils espèrent toucher une indemnité.

Voilà notre histoire à Tucuruí, comme travailleurs honnêtes trompés par des fausses promesses, parce qu'on voulait améliorer la situation de nos femmes et de nos enfants. Nous espérons qu'avec ce rapport on pourra faire respecter nos droits, car nous sommes des citoyens brésiliens.

Nous, les femmes, nous attendons le retour de nos maris pour que notre famille puisse être réunie de nouveau.

Linhares, le 16 septembre 1984

2- Le cas du domaine Rio Cristalino

LETTRE A M. WOLFGANG SAUER,
PRÉSIDENT DE "VOLKSWAGEN DO BRASIL S.A."

São Paulo, le 2 octobre 1984

Monsieur,

J'ai été profondément scandalisée des informations transmises par les médias, y compris la presse étrangère (Brasilien Nachrichten, n° 81, 1983, d'Osnabruck, en Allemagne Occidentale; et Tages Anzeiger Magazin, du 10 mars 1984, de Zurich, en Suisse) ainsi que par des personnes qui se sont récemment rendues dans la commune de Santana do Araguaia (Pará), sur le territoire de laquelle se trouve le domaine Rio Cristalino appartenant à la Volkswagen, sur l'existence de travail esclavagiste dans ce domaine au cours des dernières années, avec l'approbation du propriétaire.

Toutes les dénonciations se basent sur les témoignages de péons et de leurs familles, dont certains ont été légalisés et même retenus pour l'enquête ouverte par le commissariat de police de Conceição do Araguaia (Pará), à la date du 22 juillet 1984.

Une commission de parlementaires d'Etats et de la Fédération, qui a rendu visite à cette région en mai 1983, a également constaté la véracité des faits dénoncés par les péons.

Ces faits sont les suivants. Ayant besoin d'ouvriers agricoles pour déboiser ses terres en vue de la constitution de pâturages pour l'élevage du bétail, la Volkswagen engage des "recruteurs" de main-d'oeuvre. Cet intermédiaire, connu sous le sobriquet de "chat" (1), recrute des péons dans les localités lointaines, paie leur voyage jusqu'au domaine, y compris l'alimentation et autres dépenses, de sorte que l'ouvrier agricole commence son travail avec des dettes. Celles-ci sont difficilement solvables car le salaire est bas et l'ouvrier agricole est contraint d'acheter sa nourriture dans la cantine du domaine où les prix sont exorbitants.

Quand il constate qu'il ne pourra probablement pas sortir de cette situation, le péon cherche à rompre le contrat de travail, mais il en est empêché tant qu'il n'a pas réglé ses dettes. Et il ne peut s'enfuir car les ouvriers agricoles sont constamment surveillés par des gardes armés. Des cas de violences et de mauvais traitements ont même fait l'objet de dénonciations. Des soupçons existent également sur le fait que des péons auraient été tués alors qu'ils essayaient de s'enfuir.

Il est patent que, dans leur grande majorité, les travailleurs agricoles:

- 1) ne reçoivent en réalité aucun salaire;
- 2) ne sont pas déclarés et sont donc privés de la protection sociale prévue par la loi;
- 3) ne jouissent pas de la liberté de déplacement, étant donné qu'ils sont contraints de demeurer dans le domaine contre leur volonté jusqu'à la fin du travail pour lequel ils ont été contractés;
- 4) ne bénéficient pas de l'assistance médicale appropriée ni de conditions de logement en conséquence.

Tout cela fait apparaître que ces Brésiliens sont de véritables esclaves dans un groupe étranger, celui de la Volkswagen, qui bénéficie de nombreux privilèges, telle la déduction d'impôts, et qui s'emploie à donner au monde l'image d'une entreprise moderne sur le plan social et technique.

Nous protestons énergiquement contre cette situation et nous le faisons également savoir au Congrès national pour qu'il prenne les mesures nécessaires, de sorte que les automobiles de la marque ne soient pas tachées du sang de Brésiliens employés indirectement par Volkswagen.

Avec nos meilleures salutations.

Dora de Almeida Prado Pecci
au nom de la coordination diocésaine
du mouvement "Renouveau chrétien" de São Paulo (2)

(1) Sur la structure et les fonctions du grand domaine, au Brésil, cf. DIAL D 692 (NdT). (2) Nom brésilien du mouvement "Action catholique des milieux indépendants" (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441